



**SOMMAIRE**

Point 13 de l'ordre du jour:

Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle (*suite*)

Examen des projets de résolution (*suite*)..... 745

Page

**Président: M. Frederick H. BOLAND (Irlande).**

*En l'absence du Président et du Vice-Président, M. Eilan (Israël), rapporteur, prend la présidence.*

**POINT 13 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Avenir des Territoires sous tutelle du Cameroun sous administration française et du Cameroun sous administration du Royaume-Uni: rapport spécial du Conseil de tutelle\* (A/4092, A/4093, A/4094, A/C.4/395, A/C.4/L.580/Rev.1, A/C.4/L.581, A/C.4/L.582/Rev.1, A/C.4/L.585, A/C.4/L.586, T/SR.953 à 963) [*suite*]**

**EXAMEN DES PROJETS DE RESOLUTION (A/C.4/L.580/Rev.1, A/C.4/L.581, A/C.4/L.582/Rev.1) [*suite*]**

1. M. WIESCHHOFF (Secrétaire de la Commission) se réfère à la demande de renseignements complémentaires formulée à la séance précédente par le représentant de la République arabe unie au sujet des prévisions de dépenses mentionnées au paragraphe 4 de la note du Secrétaire général (A/C.4/L.585) sur les incidences financières du projet de résolution publié sous la cote A/C.4/L.582. Comme il est expliqué au paragraphe 5, les prévisions figurant au paragraphe 4, notamment celles qui concernent le nombre des observateurs requis, seront revisées à mesure que s'établiront les plans concrets pour les plébiscites.

2. M. MUFTI (République arabe unie) signale que, comme la superficie et la population des parties méridionale et septentrionale du Cameroun sous administration britannique sont sensiblement les mêmes, sa délégation ne comprend pas pourquoi il est nécessaire d'envoyer deux fois plus d'observateurs dans la partie méridionale. Il demande au Secréariat de tenir compte de cette remarque lorsqu'il fixera définitivement le nombre des observateurs nécessaires pour les plébiscites.

3. M. HAKIM (Liban), se référant au projet de résolution révisé (A/C.4/L.580/Rev.1) relatif au Cameroun sous administration française, qui comprend les amendements publiés sous la cote A/C.4/L.583, indique que la principale disposition qui a été ajoutée au projet primitif est le nouveau paragraphe 2 du dispositif aux termes duquel l'Assemblée générale exprime sa confiance que des élections auront lieu le plus tôt possible après l'accession à l'indépendance. A

\* Conformément à la résolution 1281 (XIII) de l'Assemblée générale.

son avis, le projet de résolution ne s'en trouve pas essentiellement modifié et le paragraphe en question ne va pas assez loin.

4. La Commission est partagée entre deux thèses opposées: l'une est que des élections générales devraient avoir lieu avant l'indépendance sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies; l'autre, que des élections devraient avoir lieu après l'accession à l'indépendance, donc sans la surveillance de l'Organisation des Nations Unies. Trois questions principales se posent. Premièrement, y a-t-il lieu d'organiser des élections générales? Sur ce point, il n'existe aucun désaccord, car personne ne nie que des élections générales devront avoir lieu tôt ou tard. Deuxièmement, les élections devront-elles avoir lieu avant l'indépendance? La délégation libanaise n'est pas convaincue par les arguments avancés contre l'organisation d'élections avant l'indépendance, à savoir que rien ne doit venir troubler le processus d'accession à l'indépendance et que l'Assemblée générale ne devrait pas prendre une mesure qui puisse être interprétée comme un manque de confiance dans le gouvernement légalement constitué et représentatif du Cameroun sous administration française. Rien ne permet de supposer qu'il y aura des troubles si les élections ont lieu avant l'indépendance, mais qu'il n'y en aura pas après. On donne à entendre que, si des troubles éclatent après l'indépendance, ils ne concerneront pas l'Organisation des Nations Unies. M. Hakim est d'avis que l'Organisation doit toujours veiller à ce qu'il n'y ait pas de troubles; si les élections ont lieu avant l'indépendance, sous la surveillance des Nations Unies, le risque de troubles s'en trouvera réduit. D'autre part, l'organisation d'élections avant l'indépendance ne signifiera pas que l'on manque de confiance dans le Gouvernement camerounais; au contraire, cette mesure renforcerait la confiance de toute la population du Territoire dans son gouvernement. Troisièmement, quant à la surveillance des Nations Unies, M. Hakim estime que l'Organisation, étant donné la responsabilité qu'elle a assumée à l'égard du Territoire, ferait bien de veiller à ce que les élections se déroulent dans des conditions pacifiques et démocratiques. En coopérant au passage pacifique à l'indépendance, les Nations Unies ne s'ingéreraient pas dans les affaires intérieures du Territoire. Le peuple camerounais est toujours divisé, et d'importants secteurs de la population désirent que les élections aient lieu avant l'indépendance, sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies.

5. En conséquence, la délégation libanaise votera pour les amendements publiés sous la cote A/C.4/L.584/Rev.1 et réservera sa position sur le projet de résolution A/C.4/L.580/Rev.1.

6. Pour ce qui est du projet de résolution A/C.4/L.582/Rev.1 relatif au Cameroun sous administration britannique, le paragraphe 2 du dispositif prévoit maintenant que deux questions seront posées lors du plébiscite. M. Hakim estime qu'il ne devrait y avoir

qu'une question permettant de choisir entre deux solutions. Tel que ce paragraphe est actuellement rédigé, une réponse affirmative à la question *a* ne permet pas de répondre par l'affirmative à la question *b*, mais il est possible de répondre négativement à la fois aux questions *a* et *b*; en d'autres termes, ce paragraphe n'offre pas un choix entre deux solutions seulement. Les électeurs pourraient, par exemple, souhaiter se prononcer immédiatement pour l'unification avec le Cameroun sous administration française. M. Hakim pense qu'il ne devrait y avoir qu'une question ainsi conçue: "Désirez-vous: *a*) que le Cameroun septentrional fasse partie de la région du Nord de la Nigéria lorsque la Fédération nigérienne accèdera à l'indépendance, ou *b*) que l'avenir du Cameroun septentrional soit décidé plus tard?" Ainsi, les électeurs seraient obligés de choisir entre les solutions *a* et *b*.

7. M. Hakim demande ce qu'il faut entendre par les mots "plus tard" qui figurent au paragraphe 2 du dispositif: signifient-ils après la date de l'accession à l'indépendance de la Fédération nigérienne? Selon toute probabilité, il faudrait organiser un deuxième plébiscite après la date de l'indépendance nigérienne si la solution *b* était choisie par la majorité des électeurs. Rien ne permet de supposer que le deuxième plébiscite se déroulera en même temps que le plébiscite organisé dans le Cameroun méridional, car il ne semble pas qu'il doive se produire, après novembre 1959, des événements importants qui puissent inciter ceux qui auront indiqué par leur vote qu'ils préfèrent que l'avenir du Cameroun septentrional soit décidé plus tard à modifier leurs vues au moment où le plébiscite aura lieu au Cameroun méridional. Les auteurs du projet de résolution pensent probablement qu'il y a peu de chances que la population du Cameroun septentrional choisisse la solution *b*; néanmoins, si cette solution lui est offerte, la Commission doit préciser quelles solutions pourront être envisagées ultérieurement au cas où la population déciderait de remettre à plus tard la décision relative à son avenir. Il est vraisemblable que, lors du deuxième plébiscite, la population sera libre de choisir entre l'union avec une Nigéria indépendante, l'union avec le Cameroun méridional quel que soit le sort qu'il aura préféré et l'union avec le Cameroun actuellement sous administration française. Les autres paragraphes du projet de résolution ne prêtent pas à controverse, mais le paragraphe 2 est capital et la délégation libanaise attendra que ce paragraphe soit précisé pour décider comment elle votera sur l'ensemble du projet de résolution.

8. M. SEARS (Etats-Unis d'Amérique) dit que sa délégation votera pour le projet de résolution A/C.4/L.582/Rev.1 relatif au Cameroun sous administration britannique, mais qu'il lui sera difficile d'accepter l'amendement du Libéria (A/C.4/L.587/Rev.1). Les Etats-Unis appuient le principe du suffrage universel des adultes, qui est d'ailleurs inscrit dans leur Constitution, et il sont donc heureux de savoir que ce principe sera appliqué lors des élections qui doivent avoir lieu dans le Cameroun sous administration française et dans le Cameroun méridional sous administration britannique. Le malam Abdullahi a exposé, à la 874<sup>ème</sup> séance, la situation qui existe dans le Cameroun septentrional. Le Royaume-Uni hésite à imposer à la population un changement de coutumes qu'il espère lui faire adopter par la suite en l'éduquant. A la conférence des trois régions de la Nigéria qui s'est tenue récemment, il a été convenu de ne pas essayer d'imposer le vote des femmes pour le moment. Si l'amendement du Libéria était adopté, on demanderait à l'Autorité

administrante d'organiser un plébiscite selon une méthode qui rendrait ce plébiscite impossible. Les Etats-Unis voteront donc contre cet amendement.

9. M. FEKINI (Libye) se réfère à l'amendement (A/C.4/L.589) des cinq puissances, dont la Libye, au projet de résolution A/C.4/L.582/Rev.1: à son avis, puisque le débat de la Commission a porté principalement sur la question de l'unification du Cameroun, il n'est que juste et raisonnable que cette question soit posée lors du plébiscite qui sera organisé dans le Cameroun septentrional sous administration britannique. Les délégations africaines espèrent que l'adoption de cet amendement permettra l'adoption unanime du projet de résolution par la Commission.

10. M. SASTROAMIDJOJO (Indonésie) rappelle la déclaration qu'il a faite à la 864<sup>ème</sup> séance; à cette occasion, sa délégation a exprimé l'espoir que le Gouvernement camerounais actuel abrogerait le décret du 13 juillet 1955 portant dissolution de certains partis politiques, cette mesure étant une condition essentielle de la réconciliation nationale, et elle a ajouté que les élections devaient être organisées sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies et avant l'accession du Territoire à l'indépendance, afin de réduire les possibilités de recours à la violence ou à l'intimidation. Cela ne veut pas dire que la délégation indonésienne considère que le peuple camerounais n'est pas prêt pour l'indépendance; même dans des pays où les traditions démocratiques sont établies depuis longtemps, il se peut que surgissent des problèmes d'une ampleur nationale de nature à diviser la population et à causer des actes de violence.

11. Il ne fait pas de doute que, tant que l'Accord de tutelle demeurera en vigueur, l'Assemblée générale aura le droit de recommander l'adoption de mesures destinées à établir certaines conditions dans le Territoire. Ce ne sera plus le cas lorsque le Cameroun sera devenu indépendant, et si la délégation indonésienne désire que l'on s'assure des aspirations du peuple dans l'ensemble du Territoire avant que celui-ci n'accède à l'indépendance, c'est parce qu'elle reconnaît les droits souverains du futur Etat du Cameroun. C'est parce que le Territoire est encore en proie aux conflits politiques et aux divergences de vues qu'il est souhaitable d'organiser des élections générales sous la surveillance de l'Organisation des Nations Unies. En conséquence, la délégation indonésienne appuiera le projet de résolution A/C.4/L.581, persuadée que les recommandations contenues dans ce texte permettront au Territoire d'accéder dans le calme à l'indépendance. Elle votera également pour les amendements (A/C.4/L.584/Rev.1) à l'autre projet de résolution relatif au Cameroun sous administration française (A/C.4/L.580/Rev.1); si ces amendements sont rejetés, la délégation indonésienne s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution.

12. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.4/L.582/Rev.1 relatif au Cameroun sous administration britannique, le représentant de l'Indonésie rappelle la déclaration qu'il a faite à la 864<sup>ème</sup> séance et dit que sa délégation accepte en principe la recommandation contenue dans le paragraphe 2 du dispositif, à condition toutefois que, quelle que soit la décision de l'Assemblée générale à l'heure actuelle, le Cameroun septentrional garde la possibilité de se joindre, dans un proche avenir, soit au Cameroun méridional, soit au Cameroun actuellement sous administration française. Les questions qui seront posées lors du plébiscite doivent donc être formulées de manière à permettre à la population de décider librement de son avenir dans un délai raison-

nable, tout en lui donnant la possibilité d'attendre le résultat de l'évolution qui se poursuit dans le Cameroun méridional et dans le Cameroun sous administration française. C'est pourquoi la délégation indonésienne appuie le projet de résolution sous sa forme révisée (A/C.4/L.582/Rev.1).

13. Quant aux conditions requises pour participer au plébiscite, l'Indonésie est fermement convaincue de l'égalité des sexes sur le plan politique, économique et social; elle est donc d'avis qu'il y a lieu d'accorder le droit de vote aux femmes lors du plébiscite qui sera organisé dans le Cameroun septentrional. En conséquence, la délégation indonésienne votera pour l'amendement du Libéria (A/C.4/L.587/Rev.1), conformément à l'attitude que l'Indonésie défend depuis longtemps au sujet du vote des femmes.

14. Pour ce qui est du Cameroun méridional, la délégation indonésienne appuie les paragraphes 3, 4 et 5 du dispositif du projet de résolution A/C.4/L.582/Rev.1. Sous sa forme révisée, le projet dans son ensemble n'exclut pas la possibilité de l'unification des deux Territoires sous tutelle du Cameroun, et l'Indonésie votera pour ce texte.

15. M. SOPIEE (Fédération de Malaisie) dit que sa délégation est l'un des signataires du projet de résolution des 12 puissances (A/C.4/L.580/Rev.1) qui contient les amendements A/C.4/L.583 que sa délégation désirait. A son avis, ce texte représente un sérieux effort d'harmonisation des points de vue. Cependant, M. Sopiée ne peut appuyer le premier des amendements des pays d'Afrique (A/C.4/L.584/Rev.1, par. 1), car il ne pense pas que le libellé proposé donne une idée juste des déclarations faites à la Commission. La délégation malaise ne peut pas accepter non plus le deuxième de ces amendements (A/C.4/L.584/Rev.1, par. 2), visant à l'abrogation du décret du 13 juillet 1955 qui déclare illégaux certains partis politiques du Cameroun sous administration française. A son avis, la loi d'amnistie du 14 février 1959<sup>1</sup> est assez large pour répondre aux besoins.

16. M. Sopiée regrette qu'à la séance précédente, le représentant de la Guinée n'ait fait aucune distinction entre l'emploi de la violence et la cause de l'indépendance et de l'unification. La délégation malaise doute qu'il y ait intérêt à abroger le décret de 1955 tant que le risque d'un déchaînement de violences subsistera. Personne n'est opposé à l'indépendance du Cameroun. Pourquoi, dans ces conditions, associer l'idée de violence à celle d'indépendance? Peut-être M. Sopiée a-t-il mal compris ce que voulait dire le représentant de la Guinée, mais il estime que l'Organisation des Nations Unies a parfaitement le droit de s'inquiéter de la possibilité d'un recours à la violence.

17. M. Sopiée estime que tous les considérants du projet de résolution des 12 puissances sont importants. Il croit qu'il serait difficile d'accepter la suggestion faite par le représentant du Mexique à la séance précédente, tendant à supprimer les mots "et est prête à y accéder" au neuvième considérant.

18. Passant au dispositif du projet de résolution, M. Sopiée dit qu'il en approuve le paragraphe 1. En ce qui concerne la question des élections, la délégation malaise considère que l'Organisation des Nations Unies interviendrait dans les affaires intérieures du Cameroun si elle exigeait l'organisation de nouvelles élections avant l'indépendance. Le paragraphe 2 du dispositif des 12 puissances exprime à juste titre la confiance de

l'Assemblée que des élections auront lieu le plus tôt possible après l'accession à l'indépendance, comme l'a déclaré M. Ahidjo, premier ministre du Cameroun sous administration française. M. Sopiée rappelle à ce sujet une déclaration que M. Ahidjo a faite devant la Commission (849ème séance) sur les élections qui auront lieu après l'accession à l'indépendance. Le fait d'exprimer sa confiance dans le paragraphe 2, sur lequel certains représentants ont soulevé quelques objections, ne constitue en aucune manière une ingérence dans les affaires du Cameroun.

19. M. Sopiée espère que toutes les délégations, quelle que soit la position qu'elles ont adoptée au cours des débats de la Commission, sont unanimes à souhaiter que le Cameroun devienne libre et indépendant et que les membres de la Commission voudront être unanimes pour faire savoir aux Camerounais l'intérêt que l'Organisation des Nations Unies porte à leur avenir.

20. En ce qui concerne le Cameroun sous administration britannique, la délégation malaise n'éprouve aucune méfiance envers le rapport sur ce territoire (T/1426 et Add.1<sup>2</sup>) de la Mission de visite des Nations Unies dans les Territoires sous tutelle de l'Afrique occidentale (1958). Cependant, puisque l'on estime en général qu'il est souhaitable de consulter la population, la délégation malaise acceptera que l'on procède ainsi.

21. Il semble que l'idée d'instaurer le suffrage universel au Cameroun septentrional soulève certaines difficultés. La Fédération de Malaisie est fermement convaincue que les hommes et les femmes doivent jouir d'une complète égalité de droits. Comme l'islam est la religion de son pays, M. Sopiée tient à souligner qu'on ne peut imputer à l'islam la responsabilité d'aucune restriction des droits politiques des femmes. La Fédération de Malaisie a même dépassé en ce domaine les enseignements de ses maîtres en matière parlementaire, les Anglais. Elle a décidé que les femmes pourraient être élues au Sénat — à condition qu'elles soient disposées à déclarer leur âge. La délégation malaise comprend cependant la situation dans laquelle se trouve la région du Nord de la Nigéria et elle ne pense pas que le progrès puisse être imposé.

22. En ce qui concerne les questions à poser par voie de plébiscite au Cameroun septentrional, M. Sopiée pense qu'elles devraient consister en deux questions très simples. La première serait "Désirez-vous être unis à la région du Nord de la Nigéria?"; la seconde "Désirez-vous être unis à un Cameroun indépendant?" — c'est-à-dire à l'ancien Cameroun sous administration française. La formule adoptée dans le projet de résolution révisé (A/C.4/L.582/Rev.1) ne fermera aucune porte. Cette formule permettra à la population de différer, si elle le veut, sa décision jusqu'au moment où elle pourra envisager d'autres possibilités résultant d'événements ultérieurs. M. Sopiée fait remarquer à ce sujet que sa délégation était l'un des auteurs de l'amendement (A/C.4/L.588, par. 1) contenant la formule qui a été incorporée dans le projet de résolution révisé (A/C.4/L.582/Rev.1).

23. M. TOURE (Guinée) dit que le représentant de la Malaisie a attaché un sens particulier à certaines de ses paroles. Il tient à souligner que la Guinée est l'une des rares colonies qui soient devenues indépendantes sans qu'une seule goutte de sang soit versée, et cela malgré la présence à Conakry de deux régiments de parachutistes. On avait demandé à la population de ne

<sup>1</sup> Voir A/C.4/395.

<sup>2</sup> Communiqué aux membres de l'Assemblée générale par le Secrétaire général sous la cote A/4093.



pas avoir recours à la violence, même en cas de légitime défense.

24. La délégation guinéenne n'a jamais cru que les violences au Cameroun aient été déclenchées par l'Union des populations du Cameroun; ce parti a fait l'objet d'une répression et a été victime de violences. Il est essentiel qu'une consultation électorale soit organisée au Cameroun et le contrôle des Nations Unies est nécessaire pour prévenir les violences.

25. M. DE CAMARET (France) rappelle au représentant de la Guinée que la Guinée a accepté l'indépendance comme elle lui était offerte par le général de Gaulle.

26. M. SOPIEE (Fédération de Malaisie) remercie le représentant de la Guinée de la déclaration qu'il a faite. Il regrette qu'elle n'ait pas dissipé ses doutes.

27. M. MACHOWSKI (Pologne) déclare que sa délégation est prête à appuyer le projet de résolution A/C.4/L.581, qui prévoit toutes les garanties nécessaires pour réaliser l'indépendance dans les conditions les plus favorables. On ne peut en dire autant de l'autre projet de résolution relatif au Cameroun sous administration française (A/C.4/L.580/Rev.1), qui ne donne satisfaction ni au sujet de la question de l'amnistie sans condition et ni en ce qui concerne l'organisation d'élections avant le 1er janvier 1960. Il souligne que le projet de résolution A/C.4/L.581 et les amendements contenus dans le document A/C.4/L.584/Rev.1 devraient être examinés en premier, étant donné qu'ils ont été présentés par des pays africains.

28. Le projet de résolution révisé relatif au Cameroun sous administration britannique (A/C.4/L.582/Rev.1) ne donne pas satisfaction, car il laisse de nombreuses questions importantes en suspens, notamment celle de la date des plébiscites à organiser au Cameroun septentrional et au Cameroun méridional. Ces plébiscites devraient avoir lieu avant le 1er janvier 1960 et il faudrait demander à la population si elle désire être unie à un Cameroun indépendant. La délégation polonaise appuie par conséquent la proposition d'amendement contenue dans le document A/C.4/L.589.

29. En acceptant le paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A/C.4/L.582/Rev.1 recommandant "que le plébiscite soit organisé sur la base des listes électorales qu'on établit actuellement pour les élections à la Chambre fédérale des représentants", l'Organisation des Nations Unies accepterait une mesure contraire à la Charte puisque les femmes ne pourraient participer au vote. La Commission de la condition de la femme s'est déjà déclarée opposée à une telle disposition. La délégation polonaise appuie donc l'amendement libérien (A/C.4/L.587/Rev.1), qui permettra aux femmes de voter.

30. Il est extrêmement important qu'aucun non-Camerounais ne puisse participer à un plébiscite au Cameroun septentrional. M. Machowski ne pourra appuyer aucune proposition qui permettrait une telle participation.

31. M. QUIJANO (Argentine) dit que les auteurs du projet de résolution A/C.4/L.582 ont tenu compte des vues exprimées par les parties intéressées dans le Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration britannique et du rapport de la Mission de visite (T/1426 et Add.1): le projet de résolution peut donc être considéré comme reflétant fidèlement la situation politique du Territoire et les solutions possibles pour l'avenir du pays. Les auteurs du projet ont accepté les amendements des huit puissances (A/C.4/L.588), qui ont été incorporés dans le texte révisé du projet de

résolution (A/C.4/L.582/Rev.1). Mais il ne leur est pas possible d'accepter le paragraphe 1 de l'amendement libérien révisé (A/C.4/L.587/Rev.1); pour attachés qu'ils soient au suffrage universel, qu'ils pratiquent eux-mêmes, les Etats Membres que les auteurs représentent pensent que c'est en faisant preuve de réalisme et de respect pour les traditions, les coutumes et les règles administratives suivies au Cameroun septentrional qu'on peut le mieux assurer le succès du plébiscite.

32. Les auteurs du projet estiment qu'il est prématuré de soumettre au plébiscite la question énoncée dans l'amendement des cinq puissances (A/C.4/L.589) au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution révisé. Le but de ce paragraphe dans son état actuel est de vérifier la justesse de l'avis émis par la Mission de visite, selon lequel les populations du Nord, dans leur ensemble, estiment qu'elles devront faire partie, à titre définitif, de la région du Nord de la Fédération nigérienne lorsque cette dernière accédera à l'indépendance. Si le plébiscite montre que le Cameroun septentrional préfère se dissocier de la Nigéria, il sera alors du devoir de l'Assemblée générale de lui offrir le choix entre l'intégration avec le Cameroun actuellement sous administration française et l'union avec le Cameroun méridional. Se référant aux commentaires du représentant du Liban sur la rédaction du paragraphe 2 du dispositif, M. Quijano dit que les auteurs entendent demander à la population de choisir entre les deux solutions *a* et *b*, et non de répondre à des questions par oui ou par non.

33. Mlle BROOKS (Libéria) dit que l'amendement (A/C.4/L.584/Rev.1, par. 2), sur lequel elle a appelé l'attention de la Commission à la séance précédente et qui tendait à insérer dans le projet de résolution A/C.4/L.580/Rev.1 une disposition relative à l'abrogation des décrets d'interdiction de certains partis politiques, s'inspirait de l'esprit de justice que certains pétitionnaires ont invoqué; malheureusement, les auteurs du projet de résolution ne l'ont pas accepté.

34. La délégation du Libéria appuie la proposition faite par le représentant du Mexique à la séance précédente, tendant à supprimer les mots "et est prête à y accéder", dans le neuvième considérant du projet de résolution (A/C.4/L.580/Rev.1). On établirait un précédent dangereux en permettant à l'Autorité administrante et aux représentants du gouvernement camerounais de juger si la population est prête à accéder à l'indépendance; c'est une question qu'il appartient à la population elle-même de trancher. Si l'amendement proposé par le Mexique n'est pas accepté, le Libéria devra se prononcer contre le paragraphe en question.

35. Le paragraphe 1 de l'amendement révisé au projet de résolution (A/C.4/L.582/Rev.1), présenté par la délégation du Libéria (A/C.4/L.587/Rev.1), n'a pas pour objet de forcer la main à l'Autorité administrante en ce qui concerne le suffrage des femmes; il est destiné à permettre aux femmes du Cameroun septentrional de voter librement même si elles sont peu nombreuses à vouloir le faire. Mlle Brooks propose l'adoption du paragraphe 2 de son amendement révisé parce que les listes électorales auxquelles se réfère le projet de résolution ne fournissent pas une base satisfaisante pour l'organisation du plébiscite.

36. M. ILLUECA (Panama) est heureux que les auteurs du projet de résolution des cinq puissances (A/C.4/L.580) aient accepté les amendements des sept puissances (A/C.4/L.583) et le nouveau paragraphe 2 du dispositif proposé par les huit puissances africaines (A/C.4/L.584, par. 2, alin. c). La délégation du Panama

votera en faveur du projet de résolution révisé (A/C.4/L.580/Rev.1) qui garantit, avec la coopération de la France, l'indépendance du Cameroun actuellement placé sous administration française, et qui ouvre la voie à la réconciliation nationale. La délégation panamienne aurait préféré des dispositions plus complètes, mais il n'est pas possible d'imposer des solutions du dehors dans les questions touchant à l'indépendance des territoires sous tutelle. La délégation du Panama s'abstiendra de voter sur les amendements contenus dans le document A/C.4/L.584/Rev.1. Elle appuiera la suggestion du Mexique en faveur de la suppression des mots "et est prête à y accéder", au neuvième considérant du projet de résolution révisé. Sa décision ne procède nullement d'un manque de confiance à l'égard du gouvernement de M. Ahidjo; la délégation panamienne constate que la population du Territoire sous tutelle est libre de décider de son propre avenir et elle se joint aux autres délégations pour lui souhaiter le succès et attendre pour bientôt sa participation aux travaux de l'Organisation.

37. Le fait que les auteurs du projet de résolution original, relatif au Cameroun sous administration britannique (A/C.4/L.582), ont accepté les amendements contenus dans le document A/C.4/L.588 est de bon augure. Il faut espérer qu'on pourra arriver à un compromis en ce qui concerne l'amendement du Libéria relatif au suffrage universel des adultes (A/C.4/L.587/Rev.1). M. Illueca appelle l'attention de la Commission sur le deuxième alinéa du préambule de la Charte, qui porte sur "l'égalité de droits des hommes et des femmes", et sur le paragraphe 3 de l'Article premier et l'alinéa c de l'Article 76 de la Charte, qui tous les deux ont trait au respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour tous sans distinction de sexe. La délégation panamienne, sans vouloir prétendre que l'Autorité administrante n'a pas entièrement respecté ces dispositions de la Charte, ne peut cependant pas imaginer qu'un plébiscite puisse être organisé sous le contrôle de l'Organisation des Nations Unies et avec le concours d'un commissaire des Nations Unies sans que ces mêmes dispositions soient pleinement respectées. Il n'y a pas dans la Charte de disposition imposant l'adoption du suffrage universel des adultes; néanmoins, si aucune autre formule n'est arrêtée pour permettre aux femmes du Cameroun septentrional de voter lors du plébiscite, la délégation du Panama votera en faveur de l'amendement présenté par le Libéria.

38. M. MUFTI (République arabe unie) fait observer que le représentant du Liban a soutenu à bon droit que les solutions énoncées au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution A/C.4/L.582/Rev.1 n'excluent pas la possibilité que le Cameroun septentrional puisse à une date ultérieure décider de s'unir à un Cameroun indépendant. Toutefois, le peuple du Cameroun septentrional ne pourra pas se décider dans ce sens à moins qu'il ne rejette d'abord l'union à la région du Nord de la Nigéria, ce qui ne semble pas probable, si on ne lui offre d'autre choix que le maintien du régime de tutelle. Comme autre solution possible, il ne lui resterait que l'union à un Cameroun indépendant: c'est ce qui a amené sa délégation et les autres délégations qui l'ont appuyée en cette matière à proposer l'amendement A/C.4/L.589. Lors de la déclaration qu'il a faite à la 873ème séance, le représentant du Royaume-Uni a indiqué que l'opinion publique dans le Cameroun septentrional était unanime en faveur du rattachement à la région du Nord de la Nigéria. Cette affirmation ne saurait être acceptée d'une façon passive et un plébiscite

qui serait organisé sur cette base ne serait pas valable. La Commission devrait noter que l'expression employée dans l'amendement "Cameroun indépendant" ne s'entend pas nécessairement du Territoire qui est actuellement sous administration française; le Cameroun méridional pourrait lui aussi devenir indépendant.

39. Le représentant de l'Argentine a soutenu que l'amendement est prématuré; en vérité, si le peuple n'a pas la possibilité de se prononcer sur cette autre solution au cours du premier plébiscite, il pourrait bien ne jamais avoir la possibilité de le faire.

40. Sir Andrew COHEN (Royaume-Uni) estime n'avoir que peu de chose à ajouter à la déclaration qu'il a faite à la 873ème séance, concernant le choix de solutions possibles sur lesquelles le peuple du Cameroun septentrional sera appelé à se prononcer lors du plébiscite. D'autres délégations ont déjà fait observer que, si le peuple remettait à plus tard de décider de son statut futur, une nouvelle consultation serait organisée, et, lors de sa quatorzième session, l'Assemblée générale pourrait décider des solutions qui feraient l'objet de cette consultation.

41. Le représentant du Royaume-Uni dit qu'il lui déplait de devoir s'opposer à l'amendement du Libéria tendant à reconnaître aux femmes le droit de participer au plébiscite du Cameroun septentrional, mais il a nettement défini la position de son gouvernement lors de la 874ème séance. L'attitude favorable du Royaume-Uni dans le passé en ce qui concerne la reconnaissance des droits de la femme, tant à l'intérieur de ses frontières qu'à l'étranger, ne le cède en rien à celle des autres pays. Sir Andrew Cohen a lui-même contribué à faire triompher cette cause, même dans des parties de l'Afrique où la population elle-même ne semblait pas disposée à adopter ces innovations. La Commission a entendu le malam Abdullahi, ministre des affaires du Cameroun septentrional dans le Gouvernement de la région du Nord de la Nigéria, lui assurer qu'on s'efforçait dans toute la mesure possible de favoriser le progrès de la condition de la femme au moyen de l'éducation et par d'autres moyens; que ce progrès se ferait à un rythme rapide; que l'opinion actuelle dans la région du Nord et le Cameroun septentrional, selon laquelle le temps n'est pas venu de reconnaître aux femmes le droit de vote, n'est pas sans retour; que l'on envisage de donner aux femmes le droit de vote lorsque l'opinion publique en acceptera le principe.

42. Le Royaume-Uni estime, comme la plupart des autres membres, mais non tous, que les femmes devraient jouir des mêmes droits politiques que les hommes; toutefois, dans le cas présent, il convient de tenir compte en premier lieu de l'opinion générale dans le Cameroun septentrional. Le représentant du Royaume-Uni tient à préciser que toute impression qu'aura pu produire le paragraphe 146 du rapport de la Mission de visite (T/1426 et Add.1), selon lequel la tendance présente de l'opinion de la population du Cameroun septentrional en la matière est fondée sur la coutume religieuse, est erronée: il s'agit en effet d'une question de coutume sociale et cette opinion est partagée tant par les musulmans que par les non-musulmans qui constituent la moitié de la population. On ne saurait contraindre les peuples à changer de coutumes sociales du jour au lendemain; toute tentative dans ce sens n'aboutirait qu'à les encourager à maintenir le *statu quo*. La région du Nord de la Nigéria (et le Cameroun septentrional qui est administré en tant que partie de la région du Nord) s'est vu reconnaître récemment une autonomie de fait sur le plan des affaires régionales

internes et cette autonomie deviendra une autonomie de droit le 15 mars 1959. Pour des raisons d'ordre politique, il est donc impossible à l'Autorité administrante d'imposer à la population le suffrage des femmes même si elle estime qu'il est souhaitable de le faire.

43. Le représentant du Panama a cité la Charte. Toutefois, la Commission devrait également noter que la Déclaration universelle des droits de l'homme est un idéal commun de progrès pour tous les peuples et toutes les nations, qui inspire chaque personne et chaque organisme de la société à s'efforcer, par la voie de l'enseignement et celle de l'éducation, à favoriser le respect de ces droits et de ces libertés et, par des mesures progressives, à assurer leur reconnaissance et leur respect, tant parmi les peuples des Etats Membres que parmi les peuples des territoires qui sont sous leur autorité. Sir Andrew Cohen tient particulièrement à souligner la référence à l'enseignement et à l'éducation; c'est précisément ce qu'a fait l'Autorité administrante. L'Article 76 de la Charte prévoit que l'une des fins essentielles du régime est de favoriser le progrès des populations des territoires sous tutelle ainsi que leur évolution progressive vers la capacité à s'administrer eux-mêmes ou l'indépendance, compte tenu des conditions particulières à chaque territoire et à ses populations et des aspirations librement exprimées des populations intéressées. La Conférence constitutionnelle de la Nigéria, qui a eu lieu récemment, a longuement discuté la question du suffrage des femmes; certains délégués du Cameroun méridional ont insisté pour qu'on adopte immédiatement le suffrage universel des adultes, mais d'autres, représentant le Cameroun

septentrional, ont exprimé le désir que la reconnaissance de ce droit soit renvoyée à plus tard, et la Conférence a décidé de laisser les choses en suspens pour le moment. Le Gouvernement du Royaume-Uni, ayant rempli les obligations qui lui incombent aux termes de l'alinéa b de l'Article 76 de la Charte et favorisé l'indépendance, ne peut maintenant la retirer et il est tenu de respecter les désirs du peuple. Personne n'oserait prétendre que le suffrage universel des adultes doive être imposé à la population d'un Etat Membre; essayer de l'imposer à la population d'un territoire sous tutelle reviendrait à exercer une discrimination à son égard.

44. Si la Commission adopte le paragraphe 1 de l'amendement révisé du Libéria, l'Autorité administrante se verra donc dans l'impossibilité d'organiser le plébiscite. En consentant à organiser un plébiscite malgré l'avis de la Mission de visite selon lequel une telle consultation n'est ni nécessaire ni justifiée, le Royaume-Uni a posé comme condition que l'Assemblée générale accepte des arrangements répondant à la situation, comme il ressort clairement de la déclaration qu'il a faite à la 874ème séance. Il ne peut admettre que l'on impose à la population une chose qu'elle n'accepte pas. Le Royaume-Uni a encore une fois fait preuve de souplesse en acceptant, en premier lieu, d'organiser un plébiscite dans le Nord, puis de permettre à la population de se prononcer sur une pluralité de solutions plutôt que sur une seule, ce qui lui paraissait le plus indiqué. Sir Andrew Cohen demande instamment à la Commission de ne pas annuler les résultats d'un travail de trois semaines en rendant le plébiscite impossible.

La séance est levée à 23 h. 40.